Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Emeutes-en-France-Pas-de-solidarite-entre-francais-ni-de-syndicats-un-Gouvernement-sans-idees-et-une-gauche-inexistante>

Émeutes en France : Pas de solidarité entre français, ni de syndicats, un Gouvernement sans idées et une gauche inexistante.

Date de mise en ligne : mercredi 9 novembre 2005

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [Radio Canada](#). Canada, 9 de novembre de 2005

L'état d'urgence imposé par le gouvernement français semble avoir porté ses fruits puisque la situation s'est calmée..., mercredi, à l'issue de cette 13e nuit de violences.

La mise en oeuvre des premiers couvre-feux a fait baisser à 617 le nombre de véhicules incendiés dans la nuit de mardi à mercredi, environ deux fois moins que la veille.

Le nombre de communes affectées par les troubles est également en recul (196 contre 226). Du côté des personnes interpellées, ce chiffre est également à la baisse et s'est établi à 280, contre 330 la veille pour l'ensemble de la France.

Le recours aux couvre-feux, qui confirme la gravité de la crise actuelle, est approuvé par 73 % des Français, selon un sondage paru dans le journal Le Parisien.

Le gouvernement sort l'artillerie lourde

L'état d'urgence a été décidé en vertu d'une loi de 1955. Vingt-cinq départements (sur une centaine) en périphérie de Paris et de sa banlieue, ainsi que les principales villes du pays sont concernés.

Le décret permet aux préfetures d'imposer un couvre-feu si elles le jugent nécessaire et donne des pouvoirs accrus aux policiers, qui pourront effectuer des perquisitions et restreindre le mouvement des personnes et des véhicules.

Le premier ministre Dominique de Villepin a également décidé de faire augmenter les effectifs policiers de 8000 à 9500.

Trois villes instaurent des couvre-feux

Un couvre-feu a été décrété mardi soir dans les villes d'Amiens, d'Orléans, de Le Raincy et de Savigny-sur-Orge. Les jeunes de moins de 16 ans n'ont ainsi plus le droit de se promener la nuit s'ils ne sont pas accompagnés. La préfecture d'Amiens a en outre décidé d'interdire aux commerçants de vendre du carburant aux mineurs, utilisé pour la confection de cocktails Molotov.

Malgré l'incendie de sept véhicules, Amiens a tiré un bilan « positif » de ce premier couvre-feu. Elle a ajouté que la venue des parents dans les commissariats, pour récupérer les enfants de 12 à 15 ans, permettait « la discussion et la sensibilisation ».

Adoption de mesures sociales

Parallèlement, le gouvernement de Villepin a annoncé une série de mesures économiques en faveur des banlieues défavorisées. Une somme de 100 millions d'euros supplémentaires sera débloquée pour les associations oeuvrant dans les quartiers difficiles. La contribution aux associations avait été abaissée depuis le retour de la droite au pouvoir en 2002.

Les jeunes sont invités à se rendre dans les agences nationales pour l'emploi, qui devront leur trouver rapidement des contrats, des formations et des stages.

Le premier ministre compte aussi accélérer le plan de rénovation des immeubles délabrés. Finalement, il crée de nouvelles zones urbaines pour inciter les entreprises à s'installer dans ces quartiers.

Débordements en Europe

En Belgique, un total de 13 véhicules ont été incendiés à Bruxelles, Anvers, Gand, Malines, Liège et Namur. Dimanche et lundi, sept autres voitures ont subi le même sort.

Les autorités disent craindre que les débordements touchant la France se transportent en Belgique. Toutefois, ils soulignent que les incidents restent locaux en raison de l'efficacité des polices urbaines, mises sur pied au cours des dernières années.

Au Portugal, deux véhicules ont été incendiés près d'Amadora, un quartier pauvre de la banlieue de Lisbonne. Ce quartier est majoritairement habité par des gens d'origine africaine ou provenant d'anciennes colonies portugaises. Les médias l'ont décrit comme un quartier à risque en raison des fortes tensions sociales qui y existent.

Enfin, à Berlin et à Cologne, en Allemagne, 11 véhicules ont été détruits par le feu. La police berlinoise a affirmé qu'il était encore trop tôt pour lier ces événements aux troubles français.

L'événement qui a mis le feu aux poudres

Cette flambée de violence urbaine a éclaté le 27 octobre dernier à Clichy-sous-Bois, dans le département de Seine-Saint-Denis, après la mort de deux adolescents de 15 et 17 ans. Ils sont morts électrocutés dans un transformateur où ils s'étaient réfugiés, croyant être poursuivis par la police.

Des jeunes de l'endroit sont aussitôt descendus dans les rues, où ils ont incendié des voitures et saccagé les lieux. Les émeutes ont rapidement gagné d'autres quartiers défavorisés de la banlieue parisienne dans les nuits qui ont suivi.